

# MAIRIE DE SENLISSE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## ARRETE MUNICIPAL DE POLICE DE CIRCULATION N° 2020/18

### Portant réglementation de la circulation Et circulation restreinte par rétrécissement de chaussée et feux alternat

Stationnement de véhicules de chantier  
TRAVAUX de pose de fibre optique pour TDF

D 91 rue de Dampierre  
Du LUNDI 01 JUIN au MERCREDI 15 JUILLET 2020

### Le Maire de SENLISSE

#### VU

- La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 ;
- Le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2212-2,
- Le code de la voirie routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 141-2, R. 116-2 et R. 141-14, et L2213-1 à L2213-6 ;
- Le nouveau code pénal, notamment ses articles 131-13 et R. 610-5,
- Le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28, R411-29 à R411-33, R413 -1, R414-14, R417.6 ;
- Le nouveau code pénal, notamment ses articles 131-13 et R. 610-5,
- L'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée par les arrêtés interministériels du 6 novembre 1992, 8 avril et 31 juillet 2020,
- La DICT
- La demande d'autorisation formulée en date du 13/05/2020 par l'entreprise **INFRA BUILD** pour la réalisation de **pose de fibre optique pour TDF orange** dans le cadre du chantier qui peuvent entraîner une perturbation de la circulation entre le **01 juin au 15 juillet 2020, au droit de la D 91 rue de Dampierre.**

#### CONSIDERANT

- L'objet de la demande,

### Arrête

**Article 1** – Le pétitionnaire société, l'entreprise **INFRA BUILD** sise **ZA du Chant des Oiseaux - 80800 Fouilloy** est autorisé à exécuter les travaux indiqués dans la DICT et à faire stationner sur l'accotement des véhicules de chantier, panneaux de chantier, déviation des piétons si nécessaire.

L'autorisation accordée sera révoquée à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou si le pétitionnaire ne se conforme pas aux indications qui lui auront été imposées.

Le pétitionnaire restera responsable de tous accidents pouvant résulter de l'exécution de ce travail.

La durée des travaux ne pourra excéder 45 jours calendaires et à l'expiration de ce délai, la voie publique devra entièrement être débarrassée de tout dépôt. La signalisation temporaire de cette activité sur le domaine public sera à la charge de l'entreprise effectuant les travaux.

**Article 2** – La circulation des véhicules sera assurée au moyen d'un rétrécissement de chaussée et d'un feu alternat. Pendant cette période, la vitesse sera limitée à 30 km/h.

La signalisation temporaire du chantier sur le domaine public sera à la charge d'INFRA BUILD l'entreprise exécutant les travaux. Celle-ci sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation.

Si, à la fin des travaux, la réfection totale ou le nettoyage de la chaussée et du trottoir ne sont pas faits ou non terminés, ou bien encore n'ont pas été exécutés dans les règles de l'art, il sera procédé, après une mise en demeure, aux réfections nécessaires, par les soins de la commune, aux frais du pétitionnaire.

**Article 3** – La présente autorisation n'est valable que du 01 juin au 15 juillet 2020 et sera périmée de plein droit si le bénéficiaire n'en a pas usé avant l'expiration du délai.

**Article 4** – Monsieur le Maire, Madame la Secrétaire de mairie, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Chevreuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des actes administratifs.

**Article 5**– Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés de la commune, et copie en sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet.

Le maire soussigné, certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté qui sera :

- Affiché à la mairie de Senlisse le 18/05/2020
- Adressé à M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de Chevreuse le 18/05/2020

*Ampliation du présent arrêté, sera adressée à :*

- M. le Commandant du Centre d'Incendie et de Secours de la brigade de Chevreuse

Fait à Senlisse le 15/05/2020

Le maire

Claude BENMUSSA



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans les deux mois à compter de sa notification.